



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement**

Marseille, le **12 MARS 2025**

**Arrêté n° 2025 – 64 PC
portant prescriptions complémentaires
pour l'exploitation par la société
SUMIKA POLYMER COMPOUNDS
de ses installations
sur la commune de Saint Martin de Crau**

- Vu** le livre V du Code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46-I et R.181-46-II ;
- Vu** le décret du 3 janvier 2025 portant nomination du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;
- Vu** le décret du 31 janvier 2025 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;
- Vu** l'arrêté modifié du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 ;
- Vu** l'arrêté modifié du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791 ;
- Vu** l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 169-06 A du 9 janvier 2008 autorisant à la société SUMIKA POLYMER COMPOUNDS à exploiter une installation de transformation de matières plastiques sur la commune de Saint-Martin-de-Crau (13310) à l'adresse ZI Bois de Leuze – 5 avenue Marie Curie – 13 310 Saint-Martin-de-Crau.
- Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2014-224 PC du 29 septembre 2014 et n°2022-103 PC du 8 avril 2022 ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas, notamment accompagnée d'un dossier de porter-à-connaissance, déposée par la société SUMIKA POLYMER COMPOUNDS le 1^{er} juillet 2024, puis complétée le 2 octobre 2024 ;
- Vu** la décision en date du 28 novembre 2024, après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, de ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet porté par la société SUMIKA POLYMER COMPOUNDS ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 19 décembre 2024 ;

Vu la transmission contradictoire du 16 janvier 2025 ;

Considérant que la société SUMIKA POLYMER COMPOUNDS projette de créer sur son site de Saint-Martin-de-Crau une unité de production de polypropylènes recyclés d'une capacité de 10 000 tonnes par an ;

Considérant que le projet entraîne les modifications suivantes du point de vue du classement installations classées pour la protection de l'environnement, des activités du site de Saint-Martin-de-Crau :

- création d'une nouvelle rubrique, relevant de l'autorisation : 2791-1 – Installation de traitement de déchets non dangereux ;
- modification des rubriques suivantes, sans changement du régime administratif :
 - 2661-1-a (A) : augmentation de la capacité de production (+ 48 t/j) ;
 - 2662-1 (E) : augmentation de la capacité de stockage (+ 2 500 m³) ;
- modification de la rubrique suivante, avec changement du régime administratif :
 - 1532-2 (NC → DC) : augmentation du volume stocké (+ 230 m³) ;

Considérant que le projet ne nécessite pas d'extension géographique ;

Considérant que le projet induit la construction d'un bâtiment d'une surface de 4 666 m², qui s'insère entre les bâtiments existants sur une réserve foncière ;

Considérant que le projet est localisé en dehors de tout périmètre de protection à enjeux écologiques ;

Considérant que le projet est en partie concerné par le risque d'inondation par ruissellement urbain et périurbain qui serait provoqué par de fortes précipitations ;

Considérant que la hauteur d'eau atteinte en zone inondable a été prise en compte dans la conception du nouveau bâtiment projeté ;

Considérant que le projet est en partie concerné par le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de l'établissement industriel voisin EPC FRANCE (zone b, aléa de surpression de niveau faible d'une intensité de 20 à 50 mbar de type onde de choc) ;

Considérant que le règlement du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) a été pris en compte dans la conception du nouveau bâtiment projeté ;

Considérant que le projet est sans impact sur le paysage, sur la biodiversité et sur les rejets aqueux ;

Considérant que les impacts du projet sur les rejets atmosphériques et sur les émissions sonores sont très limités ;

Considérant que le projet induit l'augmentation de l'imperméabilité du site (+ 14 %), mais que les dispositions sont prévues pour gérer les eaux de ruissellement supplémentaires ;

Considérant que l'augmentation du trafic induit par le projet n'est pas significative au regard du trafic local actuel ;

Considérant que le projet induit une augmentation importante de la consommation d'eau, mais que celle-ci demeure limitée à l'échelle de la masse d'eau prélevée, la nappe de la Crau ;

Considérant que la société SUMIKA POLYMER COMPOUNDS a défini plusieurs actions permettant de réduire temporairement ses prélèvements, en cas de restriction d'eaux lié à un épisode de sécheresse ;

Considérant que les potentiels de dangers induits par le projet correspondent à des potentiels de dangers déjà existants et maîtrisés sur le site ;

Considérant que les différents scénarios accidentels (incendie) montrent des niveaux de risque acceptables (l'ensemble des flux thermiques sont contenus sur le site ; absence d'effets dominos avec les installations existantes) ;

Considérant par conséquent, que le projet n'est pas considéré comme une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient toutefois de modifier et compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2008 susvisé, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

A R R Ê T E

Article 1

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n°169-06 A du 9 janvier 2008 susvisé est remplacé par l'article suivant :

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation et consistance des installations

La société SUMIKA POLYMER COMPOUNDS France SA, dont le siège social est situé ZI du Bois de Leuze, 5 avenue Marie Curie, 13 310 SAINT-MARTIN-DE-CRAU, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT-MARTIN-DE-CRAU les installations détaillées ci-dessous et visées à l'article 1.2.1. du présent arrêté.

Les installations consistent en :

- *un atelier d'extrusion, nommé « atelier de production N°2 », d'une surface de 969 m² ;*
- *un atelier d'extrusion, nommé « atelier de production N°3 », d'une surface de 700 m² ;*
- *un atelier de recyclage de déchets plastiques non dangereux comprenant :*
 - *une cellule de stockage de 1 822 m² pour les déchets plastiques à recycler, et pour les produits finis,*
 - *un atelier de recyclage de 1 375 m²,*
 - *un atelier d'extrusion de 749 m².*
- *un stockage d'additifs au sein d'un bâtiment de 707 m². Les produits stockés comportent principalement des colorants et additifs, ainsi qu'un stockage de peroxydes organiques de type E ;*
- *un stockage de produits inertes (fibres de verre, talc, carbonate de calcium, ...) au sein d'un bâtiment de 1 920 m² ;*
- *un stockage en silos de matières premières : 5 silos de 150 m³ + 4 silos de 111 m³ ;*
- *un stockage en silos de produits finis : 2 silos de 100 m³ + 2 silos de 150 m³ ; ;*
- *un stockage de produits finis, nommé « magasin de produits finis » au sein d'un bâtiment de 1 200 m² ;*
- *trois parcs de stockage de produits finis en extérieur, dénommés parc A, parc B et parc C, avec les caractéristiques suivantes :*
 - *Parc A : longueur : 18 m – largeur : 10,5 m – volume îlot : 360 m³ ;*
 - *Parc B : longueur : 21 m – largeur : 10,5 m – volume îlot : 420 m³ ;*
 - *Parc C : longueur : 30 m – largeur : 10,5 m – volume îlot : 600 m³ ;*
- *7 îlots de stockage de palettes en bois.*

Article 2

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°169-06 A du 9 janvier 2008 susvisé est remplacé par l'article suivant :

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la nomenclature loi sur l'eau

LES INSTALLATIONS EXPLOITÉES RELÈVENT DES RUBRIQUES ICPE SUIVANTES :

Rubrique	Libelle de la rubrique (activité)	Volume d'activité	Régime
2661-1-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	228 t/j dont 180 t/j au sein des ateliers 2 et 3 et 48 t/j au sein de l'unité de recyclage de déchets plastiques	A
2662-2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	4 399 m³ dont 7 silos de 150 m ³ + 4 silos de 111 m ³ + 2 silos de 100 m ³ + 1 380 m ³ sur parcs extérieurs + 350 m ³ dans magasins produits finis + 2 500 m ³ dans la cellule de stockage de l'unité de recyclage	E
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	48 t/jour installation associée à : <ul style="list-style-type: none">• un stockage des déchets entrants, le volume de déchets et de produits finis entreposés dans la cellule de stockage n'excédant pas 2 500 m³ ;• un stockage des déchets traités en silos d'une capacité maximale de 20 x 20 m³.	A

Rubrique	Libelle de la rubrique (activité)	Volume d'activité	Régime
1532-2	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	1 130 m ³ de palettes en bois	D

A autorisation

E enregistrement

D déclaration

Le site exerce par ailleurs les activités suivantes ou dispose des équipements suivants non classés dans le tableau ci-dessus :

- 1 cuve de fioul aérienne de 3 m³, associé à une zone de distribution ;
- 1 stockage de 450 kg de peroxyde de type E ;
- emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels à hauteur de 190 kg/j ;
- 1 stockage de 100 m³ de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues au niveau du magasin de produits finis ;
- 2 groupes froids de capacité unitaire supérieure à 2 kg, dont la quantité cumulée de fluides est de 44 kg.

LES INSTALLATIONS EXPLOITÉES RELÈVENT ÉGALEMENT DES RUBRIQUES LOI SUR L'EAU SUIVANTES :

Rubrique	Libelle de la rubrique (activité)	Volume d'activité	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	3 forages	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Surface imperméabilisée de 3,11 ha	D

Article 3

Le tableau de l'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 169-06 A du 9 janvier 2008 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
Forages	5 930 m ³
Réseau public	8 900 m ³

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé sont applicables aux installations, sans préjudice des mesures de restriction prévues par l'arrêté-cadre départemental relatif à la gestion des périodes de sécheresse dans le département des Bouches-du-Rhône.

Article 4

Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 4.3.8. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 169-06 A du 9 janvier 2008 sont remplacés par les alinéas suivants :

Les eaux pluviales sont collectées et gérées conformément au dossier de porter-à-connaissance, aux plans et à la notice hydraulique joints à la demande d'examen au cas par cas déposée en date du 1er juillet 2024, puis complétée le 2 octobre 2024 .

Le site dispose de trois bassins de collecte des eaux pluviales :

- un bassin de rétention au nord, d'un volume de 2 700 m³ ;*
- un bassin de rétention au sud, d'un volume de 1 430 m³, porté à 2 454 m³ dans le cadre des travaux d'aménagement et de construction de l'unité de recyclage des déchets plastiques ;*
- un bassin d'infiltration à l'ouest, d'un volume de 2 610 m³.*

Les eaux pluviales de voiries du bassin versant nord sont collectées par le bassin nord, après passage par un deshuileur-débourbeur.

Les eaux pluviales de voiries du bassin versant sud sont collectées par le bassin sud, après passage par un deshuileur-débourbeur.

Le réseau de collecte des eaux de voiries du bassin versant sud est équipé de deux deshuileurs-débourbeurs (dont un installé dans le cadre des travaux d'aménagement et de construction de l'unité de recyclage des déchets plastiques).

Les eaux de toiture du bâtiment abritant l'unité de recyclage des déchets plastiques et des trottoirs entourant le bâtiment sont collectées par un réseau enterré dissocié des eaux de voiries. Ce réseau est connecté directement au bassin de rétention sud sans passer par un deshuileur-débourbeur.

Les eaux pluviales de voiries du bassin versant central sont collectées et acheminées vers le bassin d'infiltration après passage par un deshuileur-débourbeur.

Les bassins de rétention nord et sud sont équipés d'un orifice de vidange en sortie, contrôlé par une vanne en position fermée par défaut, prolongé par une conduite de vidange jusqu'au bassin d'infiltration.

Les eaux pluviales collectées dans les bassins de rétention nord et sud ne rejoignent le bassin d'infiltration qu'après contrôle de leur qualité.

Afin de disposer rapidement des volumes de rétention pour un nouvel événement pluvieux et éviter les risques sanitaires liés au développement des larves de moustiques, la vidange des bassins de rétention est réalisée à chaque fois que de besoin, le plus rapidement possible.

Une consigne écrite précise les conditions de gestion des eaux pluviales, en particulier la gestion des bassins de rétention (ouverture/fermeture des vannes, contrôle de la qualité des eaux avant rejets dans le bassin d'infiltration...).

Article 5

L'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral n°169-06 A du 9 janvier 2008 susvisé est remplacé par l'article suivant :

Article 7.6.4. Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-dessous :

- *Un réseau d'eau incendie comportant 2 poteaux incendie, complété avant la mise en service de l'unité de recyclage des déchets plastiques par deux nouveaux poteaux incendie : un situé au sud-ouest du nouveau bâtiment, délivrant un débit de 120 m³/h, et un second situé au nord-est du nouveau bâtiment, à proximité de l'entrée/sortie PL, délivrant un débit de 120 m³/h. Le débit simultané des quatre poteaux d'incendie est de 180 m³/heure. L'exploitant adresse à l'Inspection des installations classées et au service prévention du groupement des risques industriels et technologiques du SDIS 13 une attestation d'essais du réseau incendie, incluant les nouveaux poteaux incendie, au plus tard 1 mois après mise en service des nouveaux poteaux. Les essais doivent se faire en présence du centre de secours de Saint-Martin-de-Crau ;*
- *des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;*
- *des robinets d'incendie armés ;*
- *des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;*
- *un système d'extinction automatique d'incendie équipant le bâtiment « magasin produits finis » adapté aux produits présents ;*
- *un rideau d'eau le long de la paroi de l'atelier de production n°2, qui fait face aux silos de stockage de matières premières. Ce rideau d'eau est actionnable manuellement. L'exploitant définit et rédige une consigne relative aux conditions et modalités de mise en fonctionnement du rideau d'eau ;*
- *des équipes de première et deuxième intervention ;*
- *l'exploitant doit être en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir les quantités d'émulseurs nécessaires à l'extinction d'un sinistre.*

Les canalisations constituant le réseau incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Dans le cas d'une ressource en eau extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Article 6

L'article 7.3.6 est ajouté aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°169-06 A du 9 janvier 2008 susvisé :

Article 7.3.6. Désenfumage

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs doivent être à commandes automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de la surface géométrique de la couverture. Ces dispositifs sont isolés sur une distance d'un mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux MO. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Article 7

L'alinéa 1 de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°169-06 A du 9 janvier 2008 susvisé est remplacé par l'alinéa suivant :

Les rejets de poussières et de COV sont canalisés.

L'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°169-06 A du 9 janvier 2008 susvisé est complété par l'alinéa suivant :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions canalisés. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Article 8

Le Titre 9 suivant est ajouté à l'arrêté préfectoral n°169-06 A du 9 janvier 2008 susvisé :

TITRE 9 – RECYCLAGE DES DÉCHETS PLASTIQUES NON DANGEREUX

CHAPITRE 9.1. CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS

Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'examen au cas par cas déposée en date du 1er juillet 2024, puis complété le 2 octobre 2024.

Les installations sont conformes aux dispositions du présent titre, ainsi qu'aux dispositions des arrêtés ministériels applicables suivants :

- L'arrêté modifié du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 ;*
- L'arrêté modifié du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791.*

CHAPITRE 9.2. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

La cellule de stockage, l'atelier de recyclage et l'atelier d'extrusion sont situés à 20 mètres minimum de la limite de propriété.

Les dispositions constructives retenues pour le bâtiment sont en tout point conformes aux dispositions des arrêtés ministériels listées au chapitre 9.1. ; les principales dispositions spécifiques à ce bâtiment sont les suivantes :

- Stabilité au feu : structure : R120 – pannes : REI30 – poutres : REI60
- Parois extérieures non combustibles (A2s1d0) ;
- Murs extérieurs de la cellule de stockage REI 120 ;
- Murs séparatifs REI 120 entre la cellule de stockage et les ateliers de recyclage et d'extrusion, avec prolongement latéral de 1 m et portes REI120 ;
- Mur séparatif REI120 entre l'atelier de recyclage et l'atelier d'extrusion et portes REI 120 ;
- Mur séparatif REI120 entre les ateliers et les bureaux + portes REI120 ;
- Murs séparatifs REI 120 : dépassement de 1 m en toiture des murs + bande de protection en toiture de 5 m de part et d'autre des murs séparatifs ;
- Présence d'exutoires de fumées, représentant 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage ;
- Couverture : BROOF (t3)

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Le projet est compatible avec le règlement de la zone b du PPRT de la société EPC FRANCE, en particulier le dimensionnement du bâtiment est effectué de manière à obtenir une résistance suffisante à la surpression de 50 mbar avec un temps d'application supérieur à 150 ms.

La voie engins, telle que prévue dans les plans et autres documents joints à la demande d'examen au cas par cas déposée en date du 1er juillet 2024, puis complétée le 2 octobre 2024, est prolongée jusqu'à la partie du bâtiment dédiée aux bureaux .

CHAPITRE 9.3. CONDITIONS D'ADMISSION DES DÉCHETS

Article 9.3.1. Déchets admissibles

Les déchets réceptionnés sont des déchets non dangereux de matières plastiques, collectés auprès de transformateurs de matières plastique (chutes de production) ou d'installations de recyclage, à l'exception des déchets présentant des pollutions organiques et putrescibles (déchets issus de collecte sélective non prélevés). Leur origine géographique est régionale ou nationale en priorité, ou européenne.

Article 9.3.2. Procédure d'admission préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation préalablement définis par l'exploitant. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;

- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.

Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur.

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.

Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.

Article 9.3.3. Procédure d'admission

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;
- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou

- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

Article 9.3.4. Traçabilité

L'exploitant établit et tient à jour les registres prévus par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement

En complément des registres susvisés, l'exploitant tient la comptabilité des stocks de déchets présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

CHAPITRE 9.4. CONDITIONS D'EXPLOITATION

Article 9.4.1. Process de fabrication

Le process de fabrication de granulés de plastique à partir de déchets plastiques est organisé autour des étapes suivantes :

- Le traitement des déchets plastiques avec :
 - Le broyage-lavage, destiné uniquement aux déchets plastiques jugés sales. L'ensemble du dispositif de lavage est conçu pour une circulation de l'eau en circuit fermé. Aucun rejet d'eau résiduaire n'est autorisé. En cas de besoin de purge du circuit, l'eau résiduaire est traitée en tant que déchet, conformément aux dispositions du titre 5 du présent arrêté ;
 - Le déchiquetage, pour les matières ne nécessitant pas de lavage ;
 - Le tri, permettant de séparer les matières plastiques par nature de polymères. Seule la fraction Polypropylène isolée sera traitée sur site pour produire des granulés de polypropylène recyclé, les autres polymères et les métaux sont valorisés dans des filières spécialisées extérieures.
- L'extrusion : Les déchets plastiques traités sont mélangés selon leurs propriétés physico-chimiques, de façon à préparer un mélange répondant à des critères définis. Ces mélanges sont ensuite extrudés (1 à 2 lignes d'extrusion) et mis sous forme de granulés pour obtenir une matière recyclée stable. Des additifs pourront être ajoutés à cette étape pour garantir des propriétés physico-chimiques. Le produit obtenu est un Polypropylène recyclé (rPP) qui est apte à être utilisé en substitution d'une matière vierge dans la composition des produits déjà fabriqués sur les extrudeuses existantes sur le site. À ce stade le produit obtenu sort du statut de déchet.

Les équipements sont dimensionnés pour assurer la production maximale de 10 000 tonnes par an de granulés de polypropylène recyclés.

Article 9.4.2. Conditions de stockage

Les déchets plastiques réceptionnés sont entreposés dans une zone dédiée de la cellule de stockage. Les déchets sont conditionnés sur des palettes, en big-bags, en balles, en cartons ou en caisse selon les fournisseurs.

Il n'y a pas de stockage en vrac au sol.

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres.

Le stockage est divisé en îlots dont la surface maximale au sol est de 400 mètres carrés.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres.

Cette largeur peut être supprimée en présence d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les déchets traités (matières broyées et/ou lavées) sont stockés dans des silos intermédiaires de capacité unitaire maximale de 20 m³, avec 10 silos dans l'atelier de recyclage et 10 silos dans l'atelier d'extrusion.

L'exploitant réalise des tests d'explosivité sur les matières entreposées en silos.

Il met en place des mesures de protection adaptées aux silos permettant de limiter la surpression liée à l'explosion, tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés et tarés selon les normes en vigueur. Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.

Les produits finis sont conditionnés en big-bags, et entreposés au sol dans une zone dédiée de la cellule de stockage, distincte de la zone de stockage des déchets.

Le stockage est divisé en îlots dont la surface maximale au sol est de 400 mètres carrés.

Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot.

Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. La hauteur des stockages en masse n'excède pas 8 mètres. Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Un stockage de palettes de bois vides est présent au nord-ouest du bâtiment. D'une capacité d'environ 1600 palettes, le stockage est composé de 2 îlots dont les dimensions sont les suivantes :

- Longueur : 12 m ;
- Largeur : 3,2 m ;
- Hauteur : 3 m.

Cette zone est matérialisée au sol .

Article 9.4.3. Qualité des granulés de plastiques produits

La qualité des granulés de plastiques produits est assurée en particulier par :

- Des procédures d'acceptation, de réception et de contrôles d'admission des déchets entrants ;
- La mise en place d'un suivi des déchets au cours du process, de sa réception jusqu'à sa mise en stock comme produit fini ;

- La caractérisation et le contrôle des produits finis selon les normes en vigueur, et répondant aux besoins des marchés avals (utilisation dans les sociétés Sumika Europe en substitution des matières vierges, ou en vente auprès de plasturgistes) ;
- La mise en place d'un échantillonnage périodique pour identifier les composés chimiques indésirables et répondre aux exigences des réglementations REACH, ROHS, POP.

CHAPITRE 9.5. PRÉVENTION DU RISQUE INCENDIE

Article 9.5.1. Détection et surveillance.

Le bâtiment est équipé d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Article 9.5.2. Rondes

L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

- a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;
- b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Article 9.5.3. Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant met à jour son plan de défense contre l'incendie. Ce dernier comporte à minima les informations prévues par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2013 susvisé.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Article 9.5.4. Exercices de défense contre l'incendie.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Article 9

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Marseille :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

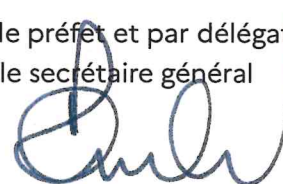
Pour les décisions de l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 10

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture,
- Madame le maire de Saint Martin de Crau,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Frédéric POISOT